



Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/HALTE-AU-BLOCUS-ECONOMIQUE-DE-CUBA.html>

HALTE AU BLOCUS ÉCONOMIQUE DE CUBA !

- Actualité politique internationale - Amérique Latine - CUBA -

Publication date: lundi 6 mai 2013

Description:

[IMG/jpg/86055831_p.jpg]

Depuis février 1962 Cuba subit un blocus économique de la part des États-Unis et empêchant de nombreux pays et leurs sociétés de commercer librement avec l'île des Caraïbes. L'embargo américain de 1962 a été renforcé en octobre 1992 (loi Torricelli) puis en 1996 (loi Helms-Burton) et même si quelques autorisations étasuniennes ont été données pour quelques denrées alimentaires le blocus économique frappe toujours au mépris du droit international Cuba...

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Depuis février 1962 Cuba subit un blocus économique de la part des États-Unis et empêchant de nombreux pays et leurs sociétés de commercer librement avec l'île des Caraïbes. L'embargo américain de 1962 a été renforcé en octobre 1992 (loi Torricelli) puis en 1996 (loi Helms-Burton) et même si quelques autorisations étasuniennes ont été données pour quelques denrées alimentaires le blocus économique frappe toujours au mépris du droit international Cuba...

[IMG/jpg/86055831_p.jpg]

Le 13 novembre 2012, lors de l'Assemblée Générale annuelle des Nations Unies pour rejeter l'embargo nord-américain frappant Cuba, la résolution condamnant les USA a été approuvée par l'assemblée avec une majorité écrasante de 188 états. Les États-Unis, Israël et Palau, ont voté contre la résolution. Une guerre froide dépassée qui touche Cuba et sa population.

L'embargo étatsunien défini en 1960 avait pour objectif de provoquer la révolte par l'insatisfaction et la pénurie, fragiliser la vie économique en refusant à Cuba des crédits et l'approvisionnement et ainsi provoquer la famine et la désespérance envers le régime révolutionnaire... cette politique criminelle a finalement échoué mais elle est toujours en place.

Le président Barack Obama avait parlé d'un changement en 2008 : "*une nouvelle relation entre les États Unis et Cuba*" qui plus de 4 ans plus tard n'est toujours pas concrétisé.

Notre association demande le respect de l'indépendance de Cuba, la liberté d'obtenir des crédits financiers, la levée de l'embargo sur les télécommunications et le courrier postal, la possibilité d'utiliser les technologies modernes, le respect d'aller voyager à Cuba pour les américains et l'arrêt des obstacles mis par les USA sur la coopération médicale internationale.

Au sujet des problèmes causés par l'embargo les lourdes amendes et suspensions de licences sont criminelles, il est question de plus de 66 milliards de dollars de dommages.

Derniers exemples en date :

- le 12 juin 2012, le Bureau de Contrôle des Actifs Étrangers du Département du Trésor des États-Unis (OFAC) annonçait qu'il venait d'imposer une amende de 619 millions de \$ à la banque hollandaise « ING Bank » pour des transactions financières et commerciales avec des entités cubaines...
- D'autres entreprises étrangères ont également été sanctionnées en raison de leurs rapports commerciaux avec Cuba. Ainsi, la multinationale suédoise Ericsson, spécialisée dans le domaine des télécommunications, a dû s'acquitter d'une amende de 1,75 millions de \$ pour avoir fait réparer, par le biais de sa filiale basée au Panama, des équipements cubains d'une valeur de 320 000 dollars, aux États-Unis.
- Le 10 juillet 2012, le Département du Trésor a infligé une amende de 1,35 millions de \$ à l'entreprise

HALTE AU BLOCUS ÉCONOMIQUE DE CUBA !

étasunienne Great Western Malting Co. pour avoir vendu de l'orge à Cuba, par le biais de l'une de ses filiales étrangères entre août 2006 et mars 2009. Pourtant, le droit international humanitaire interdit tout type d'embargo sur les matières premières alimentaires et les médicaments, y compris en temps de guerre. Or, officiellement, Cuba et les États-Unis n'ont jamais été en conflit.

- **Plus insolite, les sanctions économiques interdisent aux Cubains d'utiliser certaines fonctions du moteur de recherche Google**, telles que Google Analytics (qui permet de calculer le nombre de visites sur un site web ainsi que leur origine), Google Earth, Google Desktop Search, Google Toolbar, Google Code Search, Google AdSense ou Google AdWords, privant ainsi Cuba d'accès à ces nouvelles technologies et à de nombreux produits téléchargeables.
- Le musicien Ry Cooder fut condamné en 2003 pour sa collaboration dans l'album de musique cubaine Buena Vista Social Club à 100 000 \$ d'amende pour avoir enfreint le blocus.
- En France, Mano Giardini et Valérie Adilly, deux directeurs de l'agence de voyages étasunienne Carlson Wagonlit Travel (CWT), ont été licenciés pour avoir vendu des packs touristiques à destination de Cuba. L'entreprise risque une amende de 38 000 \$ par séjour vendu.

Bien sûr ce lâche blocus est ignoré de nos médias qui pré-fèrent gloser sur les difficultés cubaines sans en analyser les causes. Aujourd'hui, malgré les difficultés économiques, le blocus, les interventions et attentats de la CIA, la Révolution Cubaine est toujours.

Terminons aussi en réclamant la libération des 5 cubains emprisonnés aux USA depuis 1998. Cubains qui avaient infiltré les organisations terroristes anti-cubaines financées par la CIA depuis plus de 40 ans, organisations qui commettaient ou tentaient de commettre des attentats contre Cuba et sa population.

[PÉTITION NATIONALE CONTRE CE BLOCUS. CLIQUEZ SUR : **Levez le blocus !**](#)

Premiers signataires :

André Minier (président France-Cuba)

Manu Chao (artiste)

Ignacio Ramonet (journaliste)

Monseigneur Jacques Gaillot

Gilles Perrault (écrivain)

Rony Brauman (médecin)

Paul Estrade (professeur émérite)